

Trouvons des locaux pour les assuré.e.s sociaux de Bondy, Pantin et Les Lilas

Contact

Louis JESU – collaborateur du groupe
06 99 69 60 89 // louis.jesu@est-ensemble.fr

Romainville, le 24/03/2021

La Caisse primaire de l'Assurance Maladie (CPAM) a annoncé son souhait de fermer définitivement ses antennes de Bondy, des Lilas et de Pantin. Nous, élu.e.s écologistes et citoyens d'Est Ensemble condamnons fermement cette décision technocratique, qui se fait au détriment des usager.e.s, et demandons à la CPAM un moratoire tant que la pandémie ne sera pas jugulée.

La CPAM justifie son choix par la configuration des locaux, « trop exigüs et mal ventilés », et par les « petit flux » (*Le Parisien*, 23/03/2021) d'usagers qui les fréquentent. Nous tenons d'abord à préciser que les usager.e.s ne sont pas des flux, mais des personnes, et que notre département fait partie de ceux dont les habitant.e.s ont le plus besoin d'accès aux droits, et où les demandes de prises en charge augmentent le plus (maladies chroniques, maladies professionnelles, Covid longs, etc.). Il est inadmissible que de banales questions de locaux servent de prétexte pour priver les usagers d'un service de proximité, humain, et en « présentiel » pour leurs prises en charge liées à la santé.

Nous comprenons les restrictions financières demandées à la CPAM par son Ministère de tutelle, qui encourage la digitalisation des services. Mais dans notre département, l'illectronisme est une réalité. La fracture numérique risque de laisser au bord du chemin de nombreux assurés sociaux pour l'ouverture de leurs droits ou le suivi de leurs situations.

Cette période exceptionnelle, mérite des mesures exceptionnelles. A l'heure où l'on ouvre des « vaccinariums » et où la santé est la priorité pour tou-te-s, nous demandons à la CPAM de tout faire, en collaboration avec les maires, pour trouver des locaux ou aménager les locaux existants afin de garantir la continuité d'un service public d'intérêt général.

Le gouvernement organise des conseils de défense. Les élu.e.s locaux organisent la résistance !

Nous adressons le courrier ci-dessous au président de la CPAM 93, aux maires concernés et au président d'Est Ensemble.

Les élu.e.s du groupe Écologie & Citoyenneté d'Est Ensemble

Mr Thierry Bénéfice, président de la CPAM 93,

Copie à :

Aurèlie Combas Richard, *directrice générale de la CPAM 93*

Patrice Bessac, *président d'Est Ensemble*

Stephen Hervé, *maire de Bondy*

Lionel Benharous, *maire des Lilas*

Bertrand Kern, *maire de Pantin*

Objet : demande d'un moratoire sur la fermeture des antennes CPAM de Bondy, des Lilas et de Pantin

Cher Président,

Nous vous interpellons aujourd'hui pour vous signaler que nous avons été particulièrement désappointés par la réponse apportée dans l'article du *Parisien* du 23/03/2012 au sujet des projets de fermeture des centres de sécurité sociale dans les villes de Bondy, des Lilas et de Pantin

La crise sanitaire actuelle ne peut pas être une excuse à la fermeture de locaux pour des raisons de ventilation ou d'espace, comme c'est indiqué dans l'article. Plus que jamais, les personnes les plus vulnérables du territoire ont besoin d'un service d'assurance maladie de proximité, de technicien-ne-s d'assurance maladie au contact des habitant-e-s.

Nous comprenons les restrictions financières demandées à la CPAM par son Ministère de tutelle, qui encourage la digitalisation des services. Mais dans notre département, l'illectronisme est une réalité. La fracture numérique risque de laisser au bord du chemin de nombreux assurés sociaux pour l'ouverture de leurs droits ou le suivi de leurs situations.

Cette période exceptionnelle, mérite des mesures exceptionnelles. A l'heure où l'on ouvre des « vaccinariums » et où la santé est la priorité pour tou-te-s, nous demandons à la CPAM de tout faire, en collaboration avec les maires, pour trouver des locaux ou aménager les locaux existants afin de garantir la continuité d'un service public d'intérêt général en évitant les contaminations au coronavirus. Des solutions existent : barnums en plein air, hangars, gymnases inoccupés, à travers conventions d'occupation temporaire de l'espace public ou de bâtiments, etc.

Nous comprenons que la situation est difficile, que le climat social de votre institution peut être en souffrance comme dans beaucoup d'autres organisations. Les campagnes offensives de luttes actuelles contre le virus ne doivent pas être au détriment du maintien des droits des assuré-e-s sociaux, surtout les plus vulnérables. Ainsi, nous vous demandons de bien vouloir prendre toutes les mesures nécessaires, en concertation avec les maires des villes concernées, le président de l'EPT Est Ensemble pour maintenir un accès aux droits, dans la proximité, dans la neutralité bienveillante envers tous les assurés sociaux de notre territoire en portant un accent supplémentaire vers les plus vulnérables.

Enfin, nous vous rappelons notre attachement à ces centres de sécurité sociale. Nous vous demandons leur maintien *via* un moratoire tant que l'épidémie n'est pas jugulée.

Les élu.e.s du groupe Écologie & Citoyenneté d'Est Ensemble